



## **Protégeons Genève**

### **Stop aux frontaliers dans les postes stratégiques de l'Etat !**

**Les citoyennes et citoyens genevois n'en peuvent plus** : des frontaliers permis G occupent aujourd'hui des fonctions stratégiques au sein de notre administration publique, celles qui touchent le cœur même de notre souveraineté.

**Comment accepter que des postes directement liés à l'exercice de la puissance publique** et à la sauvegarde des intérêts de l'État soient confiés à des frontaliers ? Parmi eux, 18,2 % des postes au Secrétariat général du Département des finances et 16,67 % à la Cour des comptes. Avec cela ? Accès aux données financières, aux bases sensibles des citoyens, aux plans de sécurité publique... Genève est exposée!

**Ces fonctions ne doivent pas être confiées à des personnes qui résident hors de nos frontières**, sans attache réelle ni solidarité envers notre canton et avec la Suisse. Les Suisses de l'étranger, qui partagent ce lien de solidarité avec la Confédération, ne sont évidemment pas concernés. La souveraineté ne se négocie pas et Genève ne doit pas devenir une administration sous influence étrangère.

**D'autres pays savent protéger leurs institutions. Pourquoi pas nous ?** En France par exemple, assumant une discrimination fondée sur la nationalité, la loi réserve des pans entiers de ces postes de l'administration publique à ceux qui partagent un lien de solidarité avec l'État. Et nous ? Nous offrons nos fonctions les plus sensibles à des frontaliers sans attache avec notre canton. La naïveté a ses limites !

**Stop aux frontaliers permis G dans les emplois sensibles de Genève !**

**SIGNEZ L'INITIATIVE DU MCG**

**« NON AUX FRONTALIERS DANS LES POSTES STRATÉGIQUES DE L'ETAT ! »**